

Chapitre 14

LA SÉPARATION DES ÉGLISES ET DE L'ÉCOLE, ENJEU MAJEUR DES POLITIQUES SCOLAIRES ALTERNATIVES (Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, années 1890-1914)

• Préambule : intérêt et difficulté de cette recherche

Les trois études groupées dans ce dernier chapitre ont en commun d'être des tentatives de reconstitution d'une histoire des politiques scolaires alternatives aux politiques gouvernementales des pays concernés, sous l'angle de leur approche de la lutte pour la séparation des Eglises et de l'École. Les politiques scolaires officielles de ces trois pays, en effet, sont caractérisées à ce sujet, durant cette dernière période ici étudiée, par le souci manifeste de maintenir le *statu quo* : si l'on réserve provisoirement les velléités réformatrices gouvernementales nées en Grande-Bretagne de la victoire électorale libérale et travailliste de 1906, sur laquelle on aura à revenir (mais qui ne seront de toute façon pas suivies d'effet), il n'est plus question, pour les autorités scolaires de ces pays, d'aller au-delà des réformes des années 1870. L'Angleterre vit donc pendant toute cette période sous le régime scolaire du *dual system* (coexistence de deux types d'écoles élémentaires, publiques et privées confessionnelles, l'un et l'autre financés par l'Etat, le programme des écoles publiques comprenant, au nombre des matières obligatoires, une instruction religieuse non confessionnelle) ; l'Allemagne unifiée du second *Reich* continue à concevoir son système d'enseignement public dans le cadre « biconfessionnel » protestant et catholique ; l'Italie connaît, jusqu'en 1914, le régime de laïcité partielle du secteur élémentaire public, évoluant en fonction des situations locales, qui a été décrit plus haut. Ainsi, tandis que la France républicaine approfondit sa rupture scolaire, puis politique, avec l'Eglise catholique, les trois grandes monarchies voisines cherchent au contraire à maintenir avec leurs Eglises établies les compromis issus des développements politiques et scolaires de la période antérieure. A la fin de la période examinée, la notion d'*exception française*, dont on a vu l'usage idéologique qu'en fait Ferdinand Buisson, peut ainsi commencer à acquérir une certaine crédibilité.

Mais on aurait tort de s'arrêter à cette vision encore superficielle des réalités scolaires. Car l'échec des partisans d'une instruction publique purement laïque hors des frontières françaises a de bonnes raisons de passer à la veille de 1914 pour provisoire. Partout en Europe existent alors des mouvements puissants, bien implantés dans l'enseignement public comme dans la société civile, disposant de relais politiques conséquents, qui militent activement en faveur de la laïcisation intégrale de l'enseignement public. A partir du début du XXe siècle surtout, la question laïque est portée à nouveau partout (ou du moins dans les trois pays étudiés ici) au premier plan de l'actualité de politique scolaire : à plusieurs reprises, elle en constitue même l'objet principal. Et partout, on le verra, les partisans du *statu quo* officiel se trouvent, à la veille de la Guerre, dans une situation difficile, contraints à la défensive face à des poussées laïcisatrices qui se réfèrent naturellement à la situation française, mais qui n'ont aucun mal à s'appuyer sur leur propre tradition nationale, et surtout sur les valeurs portées par le mouvement de sécularisation des mentalités et des conceptions du monde qui s'affirme en ce début de XXe siècle à l'échelle de l'Europe (chapitre 12).

La guerre qui éclate en 1914, faisant partout prévaloir l'Union sacrée des forces laïques et religieuses en défense de la patrie, et constituant partout l'école publique comme le lieu d'un conditionnement idéologique d'une intensité inconnue jusqu'alors, brisera net ce mouvement. Dans les décennies qui suivront, l'abandon du positionnement laïque antérieur par une partie importante des forces politiques qui avaient mené avant 1914 la lutte pour la séparation complète

des Eglises et de l'École en Angleterre, en Allemagne et en Italie (les partis socialistes notamment) aura pour conséquence de rendre politiquement non significatifs, voire gênants, les intenses efforts déployés avant 1914 sur le thème de la séparation scolaire en Grande-Bretagne, en Allemagne ou en Italie. Cette évolution ne sera naturellement pas sans conséquence sur les travaux d'histoire de l'éducation ou d'histoire des politiques scolaires : ceux-ci seront en effet, dans chacun des pays étudiés, portés par une sorte de tendance naturelle à s'intéresser davantage aux politiques scolaires officielles prévalant avant 1914, sorties dans l'ensemble confortées de la guerre, plutôt qu'à celles prônées par ces vaincus de l'histoire, à l'héritage laïque devenu quelque peu encombrant.

S'intéresser aux luttes laïques des deux décennies précédant la première guerre mondiale, c'est donc vouloir reconstituer un pan de l'histoire de la laïcité scolaire européenne sur lequel les études historiques d'ampleur sont encore aujourd'hui relativement rares dans le cadre national (et à l'heure actuelle presque inexistantes, à notre connaissance, dans le cadre européen). A vrai -dire, il semble qu'il n'existe dans aucun des trois pays étudiés, de synthèse prenant en compte l'ensemble des acteurs de ces luttes laïcisatrices. Ce sont essentiellement les historiens du mouvement ouvrier (ou, plus exactement, des politiques scolaires des organisations ouvrières) qui ont été amenés à s'y intéresser de près. Le refus des compromis scolaires que leurs gouvernements avaient passés avec les Eglises établies et la perspective d'un enseignement public au moins à terme entièrement séparé des religions restent en effet à la base des politiques scolaires des partis socialistes tout au long de la période, même si des positions plus conciliatrices se font également jour. Les historiens des politiques scolaires du *Labour movement*, de la social-démocratie allemande ou du Parti Socialiste Italien avant 1914 ne peuvent manquer de rencontrer la question laïque comme une dimension forte des débats internes à ces partis, ainsi que des mobilisations qu'ils impulsent (ou des luttes locales, nées indépendamment d'eux et auxquelles ils apportent leur soutien). Puisant pour l'essentiel à ces sources historiographiques secondaires – dans la mesure où les sources primaires d'une telle étude sont dispersées dans de multiples publications qui restent en France d'accès souvent difficile – les pages qu'on va lire sont naturellement largement dépendantes des historiens des politiques scolaires des partis ouvriers britannique, allemand et italien ¹. Encore faut-il préciser qu'aucun d'eux (dans la documentation rassemblée) ne fait de la question laïque le thème essentiel, ni même principal, de son étude, et que les problématiques personnelles avec lesquelles ils abordent cette dernière sont largement hétérogènes : facteurs qui ne simplifient pas la tentative de construire une histoire de ces politiques scolaire sur une base comparatiste.

D'autres sources restent disponibles, traitant, toujours sur une base nationale, de l'histoire des mouvements de Libre Pensée ou du syndicalisme enseignant. Elles n'ont guère été prises en compte ici, dans la mesure où l'impact de ces mouvements en matière de politique scolaire alternative a paru moins important que celui des partis socialistes devenus à la fin de l'époque considérée des partis de masse. Il n'en reste pas moins que cette limitation contribue également à donner aux pages qui suivent un caractère partiel. Ces limites étant posées, il n'en reste pas moins nécessaire de chercher à éclairer une réalité politique susceptible de modifier sensiblement l'image reçue d'une Europe consensuellement respectueuse à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, à la seule exception de la France, de sa tradition pluriséculaire d'implication des Eglises chrétiennes dans l'éducation.

¹ On a fait appel ici pour l'essentiel aux travaux de Brian SIMON (politique scolaire du mouvement ouvrier et socialiste britannique), de Richard BENDELE (politique scolaire du socialisme allemand avant 1914) et de Patricia ZEMPERLIN-TURUS (politique scolaire du PS Italien avant 1914) : voir bibliographie.

1. GRANDE-BRETAGNE : LA RÉÉMERGENCE DE LA QUESTION LAÏQUE AU TOURNANT DU SIÈCLE

1.1. La relance du mouvement pour des écoles élémentaires « *purely secular* » à la fin du XIXe siècle

Pendant une vingtaine d'années, le compromis établi en 1870, sous le nom de « clause Cowper-Temple », entre les trois formules en compétition à propos de l'enseignement religieux dans les nouvelles écoles élémentaires publiques, les *board schools* instituées par la loi Forster (enseignement confessionnel, enseignement « non-sectaire » basé sur la Bible et solution « purement laïque » – *purely secular*) fonctionna outre-Manche sans tension particulière, c'est-à-dire en fait à la satisfaction des partisans de l'enseignement biblique non confessionnel. A la fin des années 1880, ces derniers étaient parvenus à faire prévaloir leur point de vue dans la quasi-totalité des « bureaux scolaires » (*school boards*), ces instances locales élues que la loi avait établies pour mettre en place un enseignement public partout où l'enseignement confessionnel subventionné s'avérait insuffisant ou inexistant. L'option purement laïque, autorisée, on l'a vu, par la loi Forster, avait bien été mise en place dans quelques villes au début des années 1870 (notamment Birmingham, avec le soutien de la municipalité libérale « avancée » et de son maire Joseph Chamberlain²) ; mais elle avait à peu près partout été refoulée. Les écoles populaires britanniques, devenues obligatoires (1880) et gratuites (1891), inscrivaient en règle générale à leur emploi du temps une séance quotidienne de *Scriptures* – courte lecture de la Bible sans commentaire de l'enseignant (formule qui s'était finalement imposée à Birmingham) ou véritable leçon qui devait en principe s'en tenir à ce qui, dans l'histoire sainte et le dogme, faisait consensus entre chrétiens (en pratique, entre Eglise anglicane et Eglises non-conformistes – « *non conformist bodies* »). Dans l'enseignement secondaire, qui reste entièrement privé jusqu'à la fin du siècle, et qui demeure toujours à peu près totalement interdit de fait aux enfants du peuple, le modèle d'éducation religieuse élaboré dans les décennies précédentes pour les grandes *public schools* des élites sociales, notamment la séance quotidienne de prière collective (*collective worship*, voir le chapitre 10), se diffuse largement.

Le compromis de la clause Cowper-Temple donne cependant dans les années 1890 des signes d'instabilité croissante, pour deux raisons essentielles. La première tient au développement régulier, et spectaculaire, des écoles élémentaires publiques (*board schools*), et aux craintes ainsi attisées chez les autorités religieuses anglicanes et catholiques. Les *board schools*, rappelons-le, bénéficient aux termes de la loi de 1870 de fonds publics provenant de deux origines : impôts d'Etat (*taxes*) et impôts communaux (*rates*), alors que les écoles confessionnelles ne bénéficient que des fonds d'Etat : dotées de ressources environ de moitié inférieures, ces dernières subissent donc une concurrence -forte du secteur public, qu'elles sont naturellement portées à considérer comme déloyale. Les clergés anglican et catholique, restés très largement attachés au système confessionnel (tandis que la grande majorité des Eglises non confessionnelles, on l'a vu, jouent la carte des *board schools*), redoutent que cette concurrence des nouvelles écoles publiques ne leur ôte à terme l'essentiel de leurs élèves, et peut-être de ce fait leurs futurs fidèles. D'où leur pression accrue, d'une part pour renforcer les éléments de foi « positive » dans l'instruction religieuse des *board schools*, d'autre part pour obtenir des municipalités un financement à parité avec les écoles publiques.

² Les premières écoles publiques de Birmingham avaient fait usage de l'option laïque ouverte par la loi Forster : le *Birmingham school board* avait adopté un règlement stipulant qu'aucun enseignement religieux ne serait dispensé dans l'emploi du temps ordinaire. Les ministres des différents cultes étaient autorisés à faire le catéchisme sur la base du volontariat après les heures de cours, leur rétribution étant à la charge des parents volontaires. Joseph CHAMBERLAIN (1836-1914), notable aux convictions religieuses unitariennes, avait ainsi commencé sous le signe du radicalisme une carrière politique qui allait le conduire à occuper rapidement des postes ministériels importants et à se rapprocher des conservateurs, au détriment de ses positions laïques initiales.

Mais la question scolaire, et notamment la question de la religion à l'école, acquiert également une signification tout aussi aiguë – mais de sens diamétralement opposé – aux yeux d'un mouvement ouvrier qui commence à échapper au contrôle politique du parti libéral et à vouloir définir ses propres objectifs, y compris en matière scolaire. Dès 1881 s'était constitué à l'initiative de Henry Mayers Hyndman un parti d'inspiration marxisante, la *Social Democratic Federation* (rebaptisé *Social Democratic Party*, SDP) au programme scolaire ainsi formulé : « *Tout l'enseignement, secondaire comme élémentaire, doit être gratuit, obligatoire, laïque et professionnel [secular and industrial] pour tous de façon égale.* »³ Le mouvement socialiste en voie de reconstitution dans les deux décennies suivantes se replace ainsi, partiellement, sur le même terrain que le mouvement *secularist* (c'était en un sens un retour aux sources, puisque le sécularisme britannique, on l'a vu, était issu des mouvements populaires et *infidels* de la première moitié du siècle, et principalement de l'owenisme). Le sécularisme britannique livre d'ailleurs à ce moment sa bataille décisive, avec la lutte pour la reconnaissance du droit de Charles Bradlaugh à siéger aux Communes (le dirigeant *secularist*, élu à plusieurs reprises à partir de 1880 sous l'étiquette libérale par la circonscription ouvrière de Northampton, voit son élection invalidée à trois reprises pour avoir refusé de prêter serment sur la Bible devant la Chambre des Communes : il obtient gain de cause en 1886, après sa quatrième élection). Mais socialistes et *secularists* de la *National Secular Association* se considèrent au moins autant, semble-t-il, comme des adversaires sur le plan idéologique que comme des alliés dans la lutte laïcisatrice⁴.

Au même moment, la combativité syndicaliste, dont le renouveau se manifeste de façon spectaculaire dans la Grande-Bretagne de la fin des années 1880 et des années 1890⁵, s'exprime également par une prise de conscience de la nécessité de lutter pour le développement des écoles publiques ; et cette exigence est souvent liée à celle de leur radicale laïcisation. Brian Simon publie à ce sujet le témoignage très suggestif d'un dirigeant syndicaliste londonien, Thomas Smyth, auditionné en tant que représentant du Trade Union Congress de Londres par une commission d'enquête gouvernementale sur l'enseignement élémentaire en 1887. Après avoir défendu l'éducation gratuite avec des arguments que B. Simon qualifie d'«*ouvertement*

³ H. M. HYNDMAN, W. MORRIS, *A Summary of the Principle of Socialism*, The modern Press, 1884, p. 66 (cote BN 8°R 6512). Henry Mayers HYNDMAN devait diriger le SDP jusqu'à la première guerre mondiale sur une orientation assez semblable à celle du guesdisme français, et devait lui aussi devenir patriote en 1914. William MORRIS, poète et essayiste célèbre gagné au socialisme, quitta ce petit parti (1884) pour fonder avec Eleanor Marx une *Socialist League*, dont le manifeste de fondation exigeait « *une éducation libérée des deux maux du commercialisme d'une part, de la superstition de l'autre* » (in -E. P. THOMPSON, *William Morris, Romantic to revolutionary*, Londres, Merlin Press, 1977, p. 735). Curieusement (ou significativement dans le contexte britannique des années 1880 ?) ce texte d'inspiration lui aussi marxiste se conclut par ce mouvement d'éloquence : « *Souhaitons que se développe la dévotion envers la religion du socialisme, la seule religion que professe la Socialist League.* » Ses membres contribueront quelques années plus tard (1893) à la fondation du premier parti de masse de l'histoire ouvrière britannique, l'*Independent Labour Party* (voir plus loin).

⁴ Nombre de socialistes des années 1880 et 1890, tel Edward Aveling, le compagnon d'Eleanor Marx, étaient d'anciens militants *secularists* insatisfaits des limites que Charles Braugham entendait assigner à son mouvement. Il proclamait en effet que le *secularisme*, établi sur le principe de l'individualisme, était opposé au socialisme : B. Simon, évoquant un retentissant débat contradictoire public ayant opposé Braugham et Hyndman en 1884, signale que cette controverse « *marque un tournant dans l'histoire des idées en ce que, devant un vaste public, les principes de base du socialisme et de l'individualisme furent argumentés point par point par le protagoniste principal de chaque conception* » (*op. cit.*, p. 27).

⁵ Le dimanche 13 novembre 1887 (*Bloody sunday*) la police réprima brutalement une manifestation protestant contre l'arrestation d'un député irlandais (3 morts) ; le 1er mai 1890 (première célébration du 1er mai dans le monde à l'appel de l'Internationale) eut lieu à Londres une immense manifestation pour la journée de huit heures qui fit dire à Engels que « *les petits enfants des vieux chartistes entrent dans la bataille* » (A. L. MORTON, G. TATE, *Histoire du mouvement ouvrier anglais*, Maspero, 1963, p. 250). Des grèves dures, notamment pour les huit heures et le salaire minimum, marquèrent l'histoire ouvrière des années 1890.

socialistes »⁶, Thomas Smyth, interrogé sur les conceptions de son syndicat en matière d'enseignement religieux à l'école, déclare qu'il approuve la pratique jadis observée dans les écoles publiques de Birmingham (voir note au début de ce chapitre) et ajoute « *que l'instruction religieuse ne doit entrer en aucune façon dans l'éducation obligatoire des écoles publiques* », même sous sa forme dite « non-sectaire ». En effet,

elle est susceptible de refléter les opinions du maître en matière de dogme, quelque précaution qu'il prenne. Il y a un sentiment d'hostilité largement répandu contre l'enseignement religieux dispensé dans les écoles payées sur fonds publics [by the rates and taxes] qu'il soit le fait d'[instituteurs] catholiques, protestants, méthodistes, baptistes ou de beaucoup d'autres Eglises [religious bodies], sentiment éprouvé par beaucoup de gens qui sont aussi bons citoyens que quiconque, mais qui ne professent aucune sorte de religion ⁷.

C'est pourquoi selon lui, résume B. Simon, « *une morale laïque devrait être enseignée pendant le temps scolaire par les instituteurs ordinaires* [a secular morality should be taught in school hours by the regular teachers] »⁸. L'interrogatoire se poursuivant, Th. Smyth réaffirme devant des interlocuteurs fort peu disposés à le croire, assure B. Simon, qu'« *un tel enseignement était à la fois possible et désirable. Il y a beaucoup de ressentiment* [a great deal of feeling] *contre l'instruction religieuse, un grand nombre de personnes y sont opposées, et l'expriment tout haut et avec amertume.* »⁹

Ce changement perceptible d'état d'esprit – illustration parmi d'autres de la sécularisation des mentalités évoquée au chapitre 12, et qui, on le voit, n'épargne pas la Grande-Bretagne de la fin du XIXe siècle – se traduit sur le plan de la politique scolaire par l'importance nouvelle que revêtent alors les élections triennales aux *school boards*. A partir de 1888¹⁰, des candidats se présentent avec un programme incluant la suppression de toute instruction religieuse. Le *Comité démocratique central*, constitué à Londres pour les élections de 1888 à l'initiative de

⁶ « *Toute propriété est le résultat du travail... Tout homme qui a des biens les possède aux dépens du pauvre. L'enseignement secondaire n'est ouvert qu'au riche* » (B. SIMON, *Education and the Labour Movement, 1870-1920*, Londres, Lawrence & Wishart, 1965, p. 124). La question de savoir jusqu'à quel point cette position était représentative des syndiqués de Londres en 1887 est ici indécidable : mais il est tout au moins significatif que celui qui la formule ait été désigné comme représentant du syndicalisme londonien pour répondre à cette commission d'enquête officielle.

⁷ Intervention de Thomas Smyth devant la Commission Cross (1887), *ibid.*, p. 124.

⁸ Il serait intéressant de comparer l'évolution de l'approche anglaise de la *secular morality* avec celle de la *morale laïque* en contexte français, telle qu'elle a été brièvement évoquée au chapitre précédent. On doit se borner à signaler ici la fondation de la *Moral Instruction League* (1897), à propos de laquelle B. Simon fait l'importante mise en perspective historique suivante : « *Thomas Day, les Edgeworths et d'autres, réunis dans le cadre de la Société Lunaire et de la Société Littéraire et philosophique de Manchester à la fin du XVIIIe siècle, regardaient l'enseignement d'une morale laïque comme la source principale de l'éducation. C'est cette conception qui fut reprise par des hommes comme Richard Carlile, Robert Owen, William Thompson, et plus tard par Lovett et d'autres qui voyaient dans un tel enseignement la base d'une éducation rationnelle* » (*op. cit.*, p. 144). B. Simon dessine ici, à quelques noms près qu'il mentionne dans d'autres ouvrages (Thomas Paine, Mary Wollstonecraft, William Godwin, les *philosophes radicaux* de l'utilitarisme...), la généalogie de la pensée éducative laïque britannique qu'on a essayé de reconstituer dans les précédents chapitres.

⁹ B. SIMON, *ibid.* Ce même syndicaliste explique ensuite pourquoi il estime insatisfaisante la clause de conscience de la loi de 1870, qui permettait au père de dispenser son enfant de l'instruction religieuse s'il le voulait : « *Un enfant retiré de l'instruction religieuse devient un enfant 'marqué'. Smyth avait retiré son propre fils de l'instruction religieuse : on l'avait placé tout seul à un coin de la pièce devant tous les autres pendant que se déroulait le cours. La seule solution juste était une éducation pleinement laïque* [a fully secular education] » (B. SIMON, *ibid.*).

¹⁰ Ni B. Simon, ni les autres sources consultées n'indiquent de date antérieure : mais l'histoire des luttes dans la Grande-Bretagne de ce temps pour la laïcité scolaire, n'ayant fait l'objet d'aucune étude systématique – du moins en l'état de la documentation constituée – cette précision n'est donnée que sous réserve.

plusieurs organisations socialistes et *secularists*¹¹ exige que la religion soit « *séparée de l'éducation* » en soulignant à l'adresse des électeurs :

*Les réactionnaires font un effort désespéré pour mettre l'éducation publique sous contrôle clérical, et c'est le premier danger auquel vous avez à faire face. Si l'école est subordonnée à l'Eglise, le maître d'école au prêtre, l'éducation à la théologie – la vie de l'Eglise d'Etat sera prolongée, les intérêts profanes [secular interests] seront sacrifiés, le ton général de l'instruction populaire se dégradera en dessous même de ce qu'il est à présent, et le développement intellectuel et moral du peuple sera indéfiniment retardé*¹²

B. Simon cite un certain nombre de candidats laïques élus dans les élections locales qui succèdent jusqu'à la fin des années 1890, sans parvenir toutefois, tant s'en faut, à en conquérir la majorité face à des notabilités locales toujours peu désireuses de laisser les enfants du peuple s'instruire en dehors de toute religion¹³. Il apparaît difficile, au vu des chiffres qu'il indique, de mesurer l'écho exact des mouvements purement laïques à ce moment (de même qu'il est difficile de mesurer les taux d'abstention, sans doute élevés¹⁴).

Un autre indice de cette radicalisation croissante des années 1890 peut être relevé dans l'évolution programmatique de l'*Independent Labour Party*. Cette organisation, qui se constitue en 1892 sur la base du refus de laisser aux dirigeants bourgeois du parti libéral le monopole de la représentation électorale des travailleurs (50 000 adhérents dès 1894¹⁵) se définit comme *socialiste*, sans donner à cette expression un contenu doctrinal précis. Son principal animateur, James Keir Hardy, considère le parti libéral comme un parti de la bourgeoisie – posant ainsi en termes renouvelés la vieille question de « l'indépendance de classe » déjà au cœur de la démarche chartiste – mais il garde ses distances avec le marxisme « officiel » de la seconde Internationale, dont l'ILP est membre¹⁶. La rapide évolution programmatique de ce parti sur la

¹¹ Le *Parti Social Démocrate* (le SDP de Hyndman), la *Fédération radicale de la métropole* (c'est-à-dire « londonienne »), la *Fédération laïque de Londres* (London Secular Federation) et la *Société fabienne*, dont il sera question plus loin (B. SIMON, *op. cit.*, p. 143) : comme on le voit, ancien radicalisme et nouveau socialisme s'unissent ici dans la lutte contre la mainmise du clergé (anglican) sur l'Ecole populaire.

¹² *Ibid.*, p. 144. Cette campagne conduisit à l'élection de deux représentants au *school board* de Londres : Annie Besant, alors dirigeante de la National Secular Association animée par Charles Bradlaugh, et le pasteur anglican Stewart Headlam (sur ce pasteur laïque, qui osa se présenter contre sa propre Eglise à ces élections, et qui échappa à l'excommunication, tant la capacité de la hiérarchie anglicane à imposer une stricte discipline interne s'était affaiblie, voir aussi le chapitre 12).

¹³ Rappelons que seuls les contribuables (hommes, ou femmes chargées de famille) étaient électeurs aux *bureaux scolaires* municipaux, ce qui limitait la dimension démocratique d'une institution où les appareils politiques des deux grands partis étaient naturellement influents. Or à cette date, la solution *purely secular* avait été catégoriquement rejetée non seulement par les conservateurs, mais aussi par les leaders libéraux, dont Forster lui-même.

¹⁴ Sidney Webb indique un taux moyen de participation très bas (de l'ordre de 20 %), dans un texte de 1901 destiné, il est vrai, à plaider pour la suppression de ces élections (voir plus loin).

¹⁵ Roland MARX, *Histoire du royaume uni*, Paris, A. Colin, 1967, p. 297. Dans les pages qui suivent, un certain nombre d'indications sur l'histoire politique générale de la Grande-Bretagne seront empruntées à cet ouvrage, sans que les références soient systématiquement données.

¹⁶ B. SIMON donne des années de formation de l'Ecosais J. KEIR HARDY (1856-1915) une description significative de la condition de l'enfance ouvrière de la Grande-Bretagne de ce temps : « *Il fut forcé de travailler à l'âge de sept ans... Ses parents lui apprirent à lire en dépit de la pauvreté désespérée de la famille. A dix ans il descendit dans la mine, travaillant dix heures par jour* » (*op. cit.*, p. 21). J. Keir Hardy est l'un des trois ouvriers élus députés en 1892 sans le soutien des libéraux. Député de l'ILP sans interruption de 1900 à la première guerre mondiale (pendant laquelle il maintiendra une position internationale), et l'une des grandes figures du mouvement ouvrier britannique dans la seconde Internationale à partir du congrès de Londres (1896), il devait maintenir dans les années suivantes dans le Labour Party, dont l'ILP fut une force constitutive, sa ligne politique d'« indépendance de classe », déplorant la tendance des leaders du Labour au compromis avec les libéraux au pouvoir.

J. Keir Hardy était croyant : il avait d'ailleurs acquis en partie ses compétences d'orateur en prenant la parole dans des assemblées congrégationalistes, comme le signale Stephen MAYOR (*The churches and the working classes*,

question laïque est ici à souligner. A son congrès de fondation (1893) avait été soumise une motion demandant que dans le volet scolaire du programme du parti les mots « *secular education* » soient substitués à « *unsectarian education* » (on voit clairement ici comment l'adjectif *secular* retrouve le sens « purement laïque » des premières *secular schools* avant 1850, par-delà les efforts déployés pour en faire un simple équivalent d'*unsectarian*) : cette motion avait été repoussée. Présentée à nouveau en 1897, elle est cette fois adoptée : la position « purement laïque » figure sur les programmes des candidats ILP aux ultimes élections aux *school boards* (1899) que présentent les documents consultés¹⁷.

1.2. La lutte laïque pour l'abrogation de la loi Balfour après 1902

L'offensive cléricale sur l'enseignement primaire, dénoncée par les organisations laïques lors des élections aux *bureaux scolaires*, n'est pas une figure de rhétorique. La hiérarchie anglicane, rejointe, à mesure que l'immigration irlandaise se développe, par celle de l'Eglise catholique, entreprend dans les années 1890 un effort remarquable de conquête des *bureaux scolaires* municipaux. Elle enregistre un succès important en 1892 à Londres, où une majorité favorable à l'Eglise anglicane est élue (mais cette victoire même incite les opposants à un retour en force du cléricalisme dans l'enseignement britannique à s'organiser, et les efforts des milieux anglicans de la capitale pour renforcer le caractère dogmatique « chrétien » de l'enseignement religieux dans les écoles populaires se heurtent rapidement à une forte résistance, finalement victorieuse¹⁸). Un nouveau pas est fait cependant dans la voie de la « reconquête » par l'anglicanisme du réseau scolaire public à l'occasion des élections de 1900 pour les *bureaux d'écoles* : la campagne, menée nationalement sous le mot d'ordre « *capture the school boards* »

Londres, Independent Press, 1967, p. 313). Il est en cela illustratif d'un certain parcours, propre au mouvement ouvrier britannique, du non-conformisme religieux au militantisme politique. Mais – et c'est ici le point décisif – il était également laïque : et l'ILP, parti regroupant des croyants et des incroyants, se construit jusqu'à la première guerre mondiale comme parti combattant pour la suppression de l'aide de l'Etat aux écoles privées comme de l'enseignement « biblique » dans les écoles publiques.

¹⁷ Le candidat de l'ILP aux élections au *school board* de Norwich (1899) se présentait sur un programme en cinq points : éducation obligatoire jusqu'à 16 ans ; abolition du « *half time system* » (élèves scolarisés à mi-temps) ; gratuité totale ; éducation purement laïque (*purely secular education*) ; trente élèves maximum par classe (B. SIMON, *op. cit.*, p. 152). L'ouvrage reproduit par ailleurs en fac-similé l'affiche d'un candidat de l'ILP aux élections pour le renouvellement du *school board* de Leicester (décembre 1897) sur la base d'un programme d'« *éducation correcte pour les enfants des travailleurs* » tant il est « *d'une importance vitale que nous fassions, individuellement et collectivement, tout ce que nous pouvons pour leur procurer la meilleure éducation possible* ». Cette déclaration d'intention était suivie d'un programme en neuf points, le premier étant ainsi rédigé : « *Je suis partisan de l'abolition de l'enseignement théologique [I am in favour of abolishing theological teaching] pour qu'y soit substituée une instruction morale systématique* » (*op. cit.*). L'expression « enseignement théologique », que les documents montrent fréquemment employée par les laïques anglais, vise probablement à éviter de donner prise à l'accusation d'« irrégion ».

Les indications sur les congrès de 1893 et 1897 de l'ILP se trouvent *ibidem*, p. 144.

¹⁸ En mars 1893 s'ouvrit au *School Board* de Londres un débat sur la nécessité de donner une instruction religieuse de caractère chrétien. Un membre du Board, le Révérend Coxhead, pasteur anglican, rapporta qu'alors qu'il inspectait une école [en tant qu' élu, non en tant que membre d'un clergé], un enfant, à qui le maître demandait : « Qui est le père de Jésus ? » répondit : « Joseph ». Le Révérend, indigné de tant d'inculture religieuse (ou, selon d'autres sources, soupçonnant que l'enseignant inculquait à ses élèves des idées unitariennes, un vrai chrétien se devant de répondre « Dieu le père »), fit adopter un amendement au règlement scolaire londonien stipulant que l'enseignement religieux devait être de caractère explicitement « chrétien ». Les enseignants des écoles primaires protestèrent, craignant « *d'être à la merci du Board et du corps des inspecteurs* ». Leur syndicat (NUT, National Union of Teachers) les consulta sur l'attitude à adopter face au changement proposé « *Un meeting de masse de 1500 enseignants leur donna mandat de refuser, et le Board dut s'incliner* » (Stuart MACLURE, *A History of Education in London, 1870-1990*, p. 126).

(Lord Salisbury), parvient, symboliquement, à placer l'évêque anglican Knox à la présidence du *bureau d'écoles* de Birmingham ¹⁹.

A l'origine de cette contre-offensive sur l'enseignement public se situe l'inquiétude grandissante des milieux anglicans devant une perte de leur emprise directe sur l'enseignement du peuple qui paraît s'accroître de façon inexorable. Depuis la loi de 1870, trois décennies de vive progression de la scolarisation élémentaires avaient vu certes s'accroître le nombre des élèves scolarisés dans des écoles privées confessionnelles, grâce aux fonds publics qu'elles continuaient à percevoir (2,446 millions d'enfants scolarisés dans des *voluntary schools* en 1895, soit plus du double des effectifs de 1870) ; mais les écoles publiques, inexistantes en 1870, scolarisent déjà à cette date 1,88 million d'enfants. Si les écoles de villages restent le plus souvent sous la dépendance de l'*Eglise établie* en Angleterre même (mais non au pays de Galles), dans les grandes villes, la situation a déjà basculé : à Londres en 1898, 513 000 enfants fréquentent des *board schools* et 224 000 seulement des *voluntary schools*, essentiellement anglicanes ²⁰. Le mouvement se poursuivra jusqu'en 1914 : si en 1890 les écoles anglicanes accueillent encore 60 % des élèves (mais à cette date, malgré la loi sur l'obligation scolaire, il reste encore près d'un enfant sur cinq non scolarisé), en 1914, quand la scolarisation sera à peu près universelle, les effectifs des écoles anglicanes seront tombés à 34 % seulement du total.

Les gouvernements conservateurs revenus au pouvoir à partir de 1895, fortement sollicités par l'*Established Church*, et d'ailleurs inquiets eux-mêmes de voir une classe ouvrière plus remuante oublier dangereusement le chemin des lieux de culte, s'engagent donc dans une politique d'aide financière accrue à l'enseignement privé. Après une première loi en 1897 (*Elementary Education Act*), le tournant majeur est opéré avec le *Balfour Act* de 1902, qui réorganise en profondeur le paysage scolaire britannique. Pour l'enseignement primaire, deux mesures sont essentielles : la suppression des quelque 2500 *school boards*, d'une part, remplacés par un nombre plus restreint de *Local Educative Authorities* (LEA) ²¹, et la « parité » des écoles privées et des écoles publiques sur le plan du subventionnement, les premières étant désormais habilitées à percevoir des subventions non plus seulement de l'Etat mais aussi des communes, devenant ainsi « *provided schools* » (« écoles financées » [sur fonds publics]) en échange d'un contrôle de la LEA. Pour les Eglises, c'est un ballon d'oxygène salvateur : « *On conçoit mieux, écrit Roland Marx, la valeur attachée au début du siècle par les Eglises anglicane et catholique à l'octroi de subsides publics à des établissements scolaires confessionnels : obtenu grâce à une loi Balfour de 1902, cet octroi devait à tout le moins garantir le recrutement de futurs cadres valables et contribuer à développer un sentiment religieux approfondi.* » ²² L'enseignement secondaire lui aussi est totalement réorganisé, sans être laïcisé ; un enseignement secondaire public et payant (*county schools*) est mis en place sous la responsabilité des LEA, à côté des *grammar schools* confessionnelles. Dans les nouveaux établissements, le cursus est modernisé pour faire une place plus large aux sciences ; mais un

¹⁹ L'élection de l'évêque Knox, qui eut un fort retentissement national en raison de la réputation de « citadelle de la laïcité » dont jouissait alors Birmingham, fut acquise à une voix de majorité grâce à la voix de l' élu catholique. La coopération étroite des deux Eglises dans la lutte anti-laïque allait marquer la situation britannique dans les années suivantes.

²⁰ E. Halévy, *Histoire du peuple anglais...*, tome 4, *Epilogue I, L'impérialisme au pouvoir (1895-1904)*, p. 198.

²¹ On comptait 328 LEA en 1902, nombre réduit à un peu plus d'une centaine par la suite. La logique de la réforme visait à substituer à des assemblées directement élues par les contribuables municipaux, présentées comme trop peu compétentes sur le plan de la gestion scolaire, des organismes dont les représentants étaient désormais désignés (par les élus régionaux des partis politiques, les syndicats enseignants et les employeurs). Le contrôle du nouveau Ministère (*Board of education*, créé en 1899) sur l'ensemble de l'appareil éducatif en était facilité.

²² R. MARX, *Religion et société en Angleterre, de la Réforme à nos jours*, PUF, 1978, p. 163. Elie Halévy, qui au moment du vote de la loi Balfour travaillait à Londres à sa thèse sur l'utilitarisme mentionnée plus haut, écrira de façon plus lapidaire dans son *Histoire du peuple anglais* : « *La loi sauvait de la ruine les écoles confessionnelles* » (*op. cit.*, tome 4, p. 194).

cours de *Religious instruction* (chrétien sans être confessionnel) trouve place dans son curriculum en prolongement de ce qui existait à l'école élémentaire publique.

L'intérêt politique majeur de la loi Balfour (du nom du premier ministre conservateur) tient au fait que celle-ci est le fruit d'une coopération originale, et alors inédite en contexte britannique, entre des conservateurs défenseurs des intérêts de l'Eglise d'Angleterre, mais partisans d'une modernisation des structures éducatives comme d'un contrôle accru de l'Etat sur celles-ci, et une fraction du mouvement socialiste qui devait jouer dans l'histoire scolaire anglaise un rôle clé, la Société fabienne. Fondée en 1883, la *Fabian Society*²³ s'était donné l'objectif de rassembler des intellectuels autour du projet socialiste, et de jouer dans le mouvement socialiste en développement un rôle à la fois d'inspirateur et de modérateur. L'écho de ses publications périodiques à -thème, les *Fabian Tracts*, et son influence réelle sur le mouvement ouvrier et l'opinion dépassent de loin le nombre volontairement limité de ses adhérents (800 environ au début du siècle). Dans les années 1890, son principal animateur, Sidney Webb²⁴, s'était investi dans la lutte pour promouvoir l'enseignement populaire, notamment technique et secondaire, dans le cadre du *school board* de Londres. Le ralliement de la Société fabienne à la politique impérialiste du gouvernement britannique, lors de la guerre des Boers (1899-1902), lui vaut l'hostilité résolue de l'aile internationaliste du socialisme anglais, mais n'empêche pas les Fabiens de participer en tant que tels au *Comité pour la Représentation politique des travailleurs* (*Labour Representation Committee*, qui aboutira en 1906 à la proclamation officielle du parti) : ils développent parallèlement une stratégie de plus en plus nettement réformatrice et même nationaliste (sous la formule de l'« *efficacité nationale* »²⁵). Fortement influencés à leurs débuts par le mouvement *secularist*, les Fabiens en viennent au tournant du siècle à estimer que l'heure de la réconciliation a sonné avec des religions elles-mêmes davantage en phase avec leur siècle : à l'impasse d'une lutte pour la séparation des écoles et des Eglises, il leur paraît nécessaire de substituer une politique de modernisation et de démocratisation du *dual system*. Fonctionnant, en matière de politique scolaire, comme une sorte de centre d'élaboration d'analyses et de propositions programmatiques, la société Fabienne s'était prononcée dans un document de janvier 1901, *Le Chaos éducatif et le moyen d'y remédier*, pour la suppression des *bureaux scolaires* municipaux, la création d'un enseignement secondaire public ouvert aux enfants du peuple (par l'attribution large de bourses, l'enseignement devant rester payant), et l'instauration d'une véritable « *unité administrative* » ; quant au financement public des établissements confessionnels, s'il n'est pas évoqué dans ce texte, ce silence dans un document programmatique de cette ambition doit être compris (et fut compris) comme une approbation implicite²⁶. La loi de

²³ Nom emprunté au dictateur romain Q. Fabius Maximus dit *Cunctator* (le Tempo-risateur), celui qui, selon Tite-Live, sut attendre son heure pour frapper l'ennemi carthaginois. Sous cette égide, les promoteurs du socialisme fabien se présentèrent longtemps comme des partisans non pas de la réconciliation avec le capitalisme, mais d'une stratégie visant à prendre le temps de rassembler suffisamment de forces pour le vaincre.

²⁴ Sidney Webb (1859-1947), âme du mouvement fabien depuis 1885, commença sa carrière politique comme conseiller municipal socialiste dans un faubourg populaire de Londres. Il devint président du *Comité de l'Education technique* de Londres à partir de 1892. Après la création du *Labour Party* (1906), son rôle d'inspirateur idéologique d'un travaillisme ancré dans le réformisme s'affirma contre les partisans de formules plus intransigeantes. Après avoir soutenu l'Union sacrée entre 1914 et 1918, il devait devenir ministre du premier cabinet Labour après la première guerre mondiale (1924) et anobli (1931). A la suite d'un voyage en URSS, il allait devenir dans les années 1930 l'un des plus actifs « amis de l'URSS » de Staline (*Soviet communism, a new civilisation*, 1935, en collaboration avec sa femme Beatrice Webb).

²⁵ *Politique du XXe siècle : une politique d'efficacité nationale* (*Twentieth century Politics, a policy of national efficiency*, S. WEBB, *Fabian Tract* n° 108, novembre 1901, Kraus reprints, Liechtenstein, 1969, cote BN 16 Nc 6914 (3). Ce texte contient la célèbre phrase, qui donne sans doute la clé de la politique scolaire fabienne – et qui explique son refus d'accorder de l'importance à une question laïque qui divise des énergies qu'il faut unir : « *C'est dans les classes de nos écoles que les futures batailles de l'Empire pour la prospérité commerciale sont d'ores et déjà perdues* » (p. 15).

²⁶ *The Educational Muddle and the Way out, A constructive criticism of the english educational machinery*, *Fabian Tract* n° 106, janvier 1901 (sans nom d'auteur, dû à Sidney Webb). D'autres *Tracts* fabiens défendront la même orientation de soutien à peine critique à la politique scolaire du gouvernement conservateur : *The Educational Act*

1902, discutée quelque temps plus tard au Parlement, s'inscrit pour l'essentiel dans ce schéma vis-à-vis duquel Balfour lui-même ne cache pas alors sa vive estime.

Mais la loi Balfour, qui prétendait clore la question religieuse dans le domaine scolaire, aboutit en réalité à l'effet inverse. Elle dresse en effet contre elle durablement deux sortes d'adversaires. D'une part, elle suscite l'indignation des non-conformistes, qui s'étaient largement ralliés aux écoles publiques « non-sectaires », et qui voient dans la loi une arme donnée à l'Eglise établie pour pérenniser au village l'école unique anglicane. Que devient, font-ils valoir, la neutralité de l'Etat en matière religieuse, quand les Eglises non-conformistes, qui ont accepté de transformer leur propre réseau scolaire en écoles publiques, se voient ainsi pénalisées face à la concurrence anglicane pour leur loyauté envers l'Etat ? Dans un discours de combat au 7e congrès des *Free Churches* (mars 1903), Joseph Chamberlain, devenu l'un des principaux dirigeants du parti libéral, appelle à travailler avec ardeur à l'élection d'une majorité libérale aux Communes qui, promet-il, abrogera la loi : « *Avant trois ans les prêtres auront appris à regretter l'insolence dont ils ont fait preuve en exigeant du Parlement le vote de cette loi.* »²⁷ Mais les minorités religieuses non-conformistes ne sont pas les seules à protester. L'opinion ouvrière est, elle aussi, massivement hostile à la loi Balfour, et notamment au financement des écoles confessionnelles par les *rates* (impôts municipaux), une régression manifeste par rapport à la situation établie depuis 1870. Plus encore que le *Labour Party* en voie de constitution, où les positions laïques du SDP et de l'ILP se heurtent aux partisans de la position fabienne, très influents dans les cercles dirigeants, c'est le mouvement syndical qui apparaît ici en pointe.

Les Trade Unions, déjà puissantes – leur association générale, le *Trade Union Congress* (TUC) compte un million et demi de membres dans les années 1890 – possèdent alors une déjà longue tradition d'élaboration d'une politique alternative en matière scolaire, insoupçonnée semble-t-

1902 (n° 114), *The Education Act (1903), How to make the best of it* (n° 117), écrits anonymes (et donc exposant la position adoptée officiellement par l'association), mais dus également, selon l'éditeur des *Tracts*, à S. Webb.

La prise de position de 1901 en faveur de la suppression des *school boards* représentait une rupture évidente avec la politique antérieure du mouvement fabien, connu plutôt jusque-là pour son engagement fort sur ce terrain. *The workers' school board Programm* (J. W. Martin, *Fabian Tract* n° 55, septembre 1894) appelle les travailleurs (*workers*) à « *ne pas laisser entièrement la gestion de l'éducation des enfants entre les mains des capitalistes et du clergé* ». Faisant allusion au récent conflit sur l'instruction religieuse dans les écoles élémentaires publiques de Londres (voir note plus haut), cet auteur écrivait alors que « *les instituteurs ont été accablés par un grand remue-ménage de vaines controverses théologiques* [by a wanton stirring up of theological controversies] » (p. 7). De ce texte de 1894 à celui de 1901, le changement d'optique du mouvement fabien sur la question laïque est manifeste. B. Simon rapporte le conflit interne qui s'éleva dans la Fabian Society entre Webb et Headlam à propos de *The educational Muddle*, le second reprochant au premier d'être « *trop favorable à l'éducation sectaire* ». La position laïque – paradoxalement défendue ici par un pasteur anglican – fut mise en minorité dans la Société (B. SIMON, *op. cit.*, p. 207 ; l'auteur fait ici référence à E. R. PEASE, *The History of Fabian Society*, p. 143).

²⁷ E. HALÉVY, *op. cit.*, p. 195. Faisant allusion à cette levée de boucliers non-conformistes, mais en en édulcorant considérablement la teneur, Jean DULCK (*L'enseignement en Grande-Bretagne*, A. Colin, 1968) écrit (p. 80) : « *La loi de 1902 rencontra l'hostilité des non-anglicans. Certes la clause de conscience était toujours imposée aux écoles anglicanes, mais les non-conformistes firent remarquer que l'argent du contribuable allait servir même dans les régions à majorité non anglicane à entretenir des écoles anglicanes. La querelle de la laïcité n'éclata pourtant pas. En 1908 un département gallois fut créé au ministère pour adapter la loi au Pays de Galles où le problème était particulièrement aigu.* » Cette vision très édulcorée de la « *querelle de la laïcité* » anglaise du début du XXe siècle est erronée sur deux points. D'une part, l'auteur sous-estime la virulence d'une lutte qui, comme le montre Halévy, représentait pour les non-conformistes, dont les cultes eux aussi continuaient à s'éroder, un enjeu vital : des appels au non-paiement des impôts locaux circulèrent (E. Halévy). D'autre part, il semble ignorer, à côté du mouvement de protestation des Eglises Libres (*Free Churches*) non-conformistes et de leurs relais libéraux, l'existence d'une contestation de la loi d'origine ouvrière (syndicat et partis), qui allait pourtant jouer dans les années suivantes, comme on va le voir, un rôle essentiel ; il est vrai que sur cette seconde composante de la lutte contre la loi Balfour, Elie Halévy, qui s'intéresse peu au mouvement syndical, n'est lui-même guère explicite : Brian Simon fournit à cet égard une documentation bien plus abondante et précise.

il sur le continent à la même époque²⁸ : dès 1897, leur congrès national s'était prononcé pour l'« *éducation secondaire pour tous* » jusqu'à 16 ans (financée par un impôt progressif sur le revenu) et pour une « *éducation laïque* » (« *a long standing demand* », précise B. Simon²⁹). Dans la perspective des élections prochaines, le Congrès des Trade Unions de septembre 1905 à Bristol adopte un important projet de loi sur l'enseignement élémentaire et secondaire, que chaque candidat du *Labour Party* en cours de constitution doit s'engager à défendre pour obtenir l'investiture syndicale. De ce programme en neuf points, les points 2 et 3 méritent ici d'être intégralement cités :

2. *L'autorité [locale] en charge de l'éducation aura pouvoir pour acheter ou louer toute école confessionnelle [denominational] ou privée avec qui un agrément aura pu être conclu, sous réserve de l'approbation du ministère [Education Department]. En l'absence d'un tel agrément, l'autorité locale établira une nouvelle école, et le mois suivant l'ouverture de cette dernière, -l'école confessionnelle cessera de recevoir des fonds publics.*

3. *L'instruction dans toutes les écoles à financement public [State-aided schools] ne portera que sur des matières d'enseignement profanes [shall be in secular subjects only] et les membres du personnel comme de l'administration de ces écoles ne se verront soumis à aucun examen portant sur des questions soit théologiques soit confessionnelles*³⁰.

Cette position est approuvée par la conférence annuelle du *Labour Representation Committee* à une très forte majorité (817 000 mandats contre 76 000). Il est clair qu'à ce moment-là la position non laïque des intellectuels de la Société fabienne est très minoritaire dans le mouvement ouvrier lui-même. La lourde défaite des conservateurs aux élections de janvier 1906 fait naître de vastes espoirs dans l'adoption prochaine de réformes sociales : les libéraux conquièrent la majorité absolue ; et pour la première fois, 29 députés sont élus sous l'étiquette *Labour Party*. Dans un contexte de forte mobilisation ouvrière³¹, survenant quelques mois après la réalisation en France de la Séparation des Eglises et de l'Etat, les journaux socialistes croient la loi Balfour condamnée, et espèrent en la prochaine laïcisation complète de l'école publique britannique : « *Le Labour Party et le TUC se sont prononcés pour une éducation laïque, purement et simplement [secular education, pure and simple]. Nous pouvons assurer les députés du Labour que nous mènerons une vigoureuse agitation à l'extérieur s'ils font seulement leur devoir à l'intérieur.* »³²

En réalité, il n'y aura dans les années suivantes aucune réforme laïcisatrice de l'école publique, ni même aucune modification de la loi Balfour. La majorité libérale, effrayée du risque que la destruction de la législation Balfour ne tourne à l'avantage d'une solution « purement laïque » dont ils ne veulent pas, adopte en mai 1906 un projet très en retrait de leurs déclarations de guerre scolaire initiales (projet Augustine Birell : les écoles confessionnelles pourront continuer à recevoir des fonds publics si l'enseignement religieux qu'elles donnent est

²⁸ Le travail de Gérard Montand sur la politique scolaire de la CGT française ne contient aucune indication permettant de penser que les débats de politique scolaire du TUC sont alors connus dans le syndicat français.

²⁹ B. SIMON, *op. cit.*, p. 203.

³⁰ B. SIMON, *op. cit.*, p. 257. Comme on a pu le remarquer à propos de textes cités plus haut, les partisans anglais de la solution « purement laïque » appellent alors « enseignement théologique » ce que le langage officiel de l'époque appelle « enseignement religieux non-sectaire ». Il s'agit naturellement de contrer l'idée qu'un enseignement « non-sectaire » serait un enseignement « ouvert » (que seuls des sectaires peuvent refuser), en soulignant que cet enseignement reste fondé sur des dogmes (a minima, celui de l'existence de Dieu).

³¹ Cette radicalisation, qu'on observe aussi sur le continent à la même époque, n'est pas sans relation avec la vague de sympathie suscitée par la Révolution russe, qui a éclaté en janvier 1905.

³² *Justice* (organe du Social Democratic Party), 17 février 1906, B. SIMON, *op. cit.*, p. 258. L'ILP (dont le principal dirigeant, J. Keir Hardy, a été désigné par les nouveaux députés travaillistes, à l'issue des élections de janvier 1906, comme secrétaire de leur groupe parlementaire) avait réaffirmé sa position laïque dans sa 12e conférence de 1904 (*ibid.*).

déconfessionnalisé). Loin de lui savoir gré de sa modération, le clergé anglican, et plus encore le clergé catholique, faible numériquement, mais disposant de soutiens solides, notamment dans la population d'origine irlandaise, se considèrent en état de guerre et décrètent une mobilisation générale³³ ; leurs relais politiques *Tories* attisent la contre-offensive. Les Lords (qui disposent encore à cette époque d'un droit de veto sur les lois adoptées par la Chambre des Communes³⁴) renvoient aux Communes quelques mois plus tard (décembre 1906) un projet de loi si vidé de sa substance qu'il est abandonné. Un second projet, adopté aux Communes en 1908, cherchant toujours sur des bases un peu différentes un compromis avec l'Église anglicane, subit le même sort.

L'épisode le plus significatif de cette séquence politique se situe à la fin de mai 1906, lorsqu'est déposé par les députés du *Labour* un amendement au projet Birell en faveur de l'*enseignement laïque* dans les écoles publiques. Les dirigeants libéraux, au nom de leur attachement à l'enseignement religieux non confessionnel, appellent conjointement avec les conservateurs au rejet de cet amendement. Ce dernier obtient tout de même 63 voix (une trentaine de libéraux s'étant joints aux députés travaillistes) ; mais il est repoussé par une compacte majorité de 477 voix. Un solide front de défense de l'enseignement religieux à l'école publique, unissant les deux grands partis traditionnels de la vie politique britannique, se dresse ainsi contre le courant *purely secular*. Mais de ce fait le projet libéral d'abrogation du financement municipal des écoles confessionnelles devient lui-même virtuellement condamné à l'échec : sommés de choisir entre l'alliance avec le mouvement populaire pour la laïcité et les défenseurs de la loi Balfour, les libéraux donnent à ces derniers l'assurance que la priorité reste à leurs yeux, comme aux yeux des conservateurs, le maintien d'une dimension religieuse dans les écoles destinées aux enfants du peuple.

Ce vote historique (ce fut la première et, sauf erreur, l'unique fois où un Parlement britannique eut à débattre d'un projet visant à exclure tout enseignement religieux des écoles publiques), mais à la conclusion attendue par ses initiateurs, constitue pour le mouvement laïque des années suivantes non un point d'orgue, mais une plate-forme de départ. L'année 1907 est en effet celle de la reconstitution d'un puissant mouvement spécifiquement destiné à promouvoir le projet d'école laïque : création en février 1907 de la *Secular Education League*³⁵, qui s'ajoute à la *Moral Instruction League* fondée dix ans plus tôt (voir plus haut) ; foisonnement de publications³⁶. À l'automne 1907, le congrès des Trade Unions, puis celui du Labour Party votent des résolutions laïques qui recueillent des majorités considérables (1 239 000 mandats contre 126 000 au congrès des Trade Unions, 627 000 contre 120 000 à celui du *Labour*). En

³³ Le 12 novembre 1906, « M. William Gordon, évêque catholique de Leeds, prononça ces fières paroles devant 26 000 personnes de sa ville épiscopale : « On voudrait chasser l'Église des écoles ; mais nous disons : Non ! Ils ne la chasseront pas des écoles catholiques. Et quand nous disons : Non, nous le disons pour tout de bon. Catholiques ! Nous savons prier, mais nous savons aussi faire autre chose. Nous savons voter, nous savons souffrir, et surtout nous savons nous battre. Et pour la défense de l'Église et de ses écoles, nous sommes décidés à souffrir : mais ce qui est plus grave, nous sommes décidés à nous battre. Allez dire au gouvernement, allez dire au pays, dans un langage assez clair pour que nul ne s'y méprenne, que, violents dans leur conscience, les catholiques seront obligés de résister par tous les moyens en leur pouvoir à l'iniquité et à la tyrannie qui les menace. » (In *La Documentation catholique*, 18 octobre 1924.)

³⁴ Le veto des Lords (qui comprennent en leur sein un groupe influent de vingt-quatre *Lords spirituels* anglicans, dont les deux archevêques), sera limité à deux ans par le *Parliament Act* de 1911, voté en particulier à la suite de l'obstruction résolue de la Chambre des Lords sur la question scolaire dans les années précédentes.

³⁵ Présidée par Henry Snell, cette Ligue regroupe notamment des leaders socialistes et travaillistes (Ramsay Mc Donald), des intellectuels (H. G. Wells, C. Doyle), et des hommes d'Église (situation certes impensable en France, mais qui traduit bien l'état plus avancé de la crise du « christianisme classique » en Grande-Bretagne). Elle se dote d'une publication significativement appelée *The Freethinker* : hommage du mouvement laïque anglais du début du XXe siècle à ses lointaines origines de l'aube de l'*Enlightenment* (*ibid.*, p. 273-274).

³⁶ En 1906, Stewart Headlam, dont la rupture avec Webb est ouverte, publie un ouvrage dont B. Simon indique la large diffusion : *Secular schools, the only just and permanent solution* (*ibid.*, p. 263).

septembre 1908, la motion laïque du TUC est adoptée, indique B. Simon, avec « *la plus large majorité que cette position devait jamais recevoir* » (1 433 000 mandats pour, 131 000 contre). En 1910, les votes aux deux congrès nationaux sont respectivement de 827 000 mandats contre 81 000 (TUC) et de 810 000 mandats contre 99 000 (Labour Party)³⁷.

Il paraît donc possible d'avancer que la Grande-Bretagne de la fin du XIXe siècle et, surtout, de la décennie précédant 1914, loin d'« ignorer » la notion d'école laïque, en fait l'une des questions centrales, et des plus conflictuelles, en matière de politique scolaire, marquée par la combativité et la force numérique des partisans de la solution purement laïque. Si le conflit ne s'est pas conclu de la même façon qu'en France, c'est avant tout parce que les forces politiques en présence étaient disposées différemment. Il existait dans les classes dirigeantes de la Grande-Bretagne de ce temps un conflit sérieux sur la place à accorder à l'Eglise anglicane dans la vie politique et dans le système d'enseignement : mais son enjeu n'atteignait pas, et de loin, la gravité de celui qui opposait en France les deux fractions, républicaine et monarchiste, des classes dominantes. Placée devant le choix de la laïcisation de l'enseignement du peuple – au risque de se priver de l'auxiliaire idéologique auquel, sous Guizot, elle s'était montrée attachée – ou de la restauration d'une monarchie dont elle ne voulait plus, la bourgeoisie française devenue républicaine a osé (non sans garde-fous) le choix de « *gouverner sans Dieu et sans roi* », à la façon de Ferry, de Gambetta, ou, avec plus d'audace radicale encore, de Clemenceau. Les libéraux anglais, que la monarchie ne gênait plus depuis longtemps, n'avaient pas de raisons du même ordre pour rompre avec la tradition de soutien politique à la religion, qui traverse toute l'histoire des classes dominantes britanniques au XIXe siècle. Le bloc conservateurs-libéraux lors du vote de l'amendement laïque de mai 1906 montre qu'au fond la lutte contre la loi Balfour procédait davantage pour les seconds d'un positionnement électoral que d'une conviction de principe – ou tout au moins, qu'entre les deux principes de la neutralité religieuse de l'Etat entre les différentes confessions chrétiennes et celui de la préservation d'un minimum d'éducation religieuse obligatoire des classes dominées, ils savaient établir le moment venu un ordre de priorité.

Cette différence d'approche des classes dirigeantes anglaise et française quant à la question laïque n'est pas sans conséquence sur le mouvement ouvrier, particulièrement sur sa représentation politique. Celle-ci est l'objet, surtout à partir de l'élection en nombre un peu significatif de députés socialistes ou travaillistes dans les parlements nationaux, de propositions d'alliance avec des forces politiques dites de progrès, mais nullement acquises au socialisme. Au ralliement de certains socialistes français au radicalisme de gouvernement (Millerand, Briand, Viviani) correspond outre-Manche ce qu'on appelle le « mouvement Lib-Lab » : dès 1906, l'un des leaders historiques du *labour movement*, John Burns, devient ministre d'un gouvernement libéral. Le dirigeant de l'ILP James Keir Hardy, secrétaire du groupe parlementaire travailliste après 1906, et hostile à cette alliance à ses yeux contre-nature, voit en quelque sorte le sol se dérober sous lui : « *La tendance est évidemment au travail en étroite et cordiale harmonie avec le gouvernement ; et si le parti persiste dans cette politique, nous perdrons notre identité, nous serons balayés avec les libéraux, et nous l'aurons bien mérité* », écrit-il quelques mois seulement après la constitution du groupe parlementaire³⁸. Mais cette tendance à la collaboration politique « *cordiale* » avec des partis appelés bourgeois, qu'on observe dans les cercles dirigeants des partis ouvriers des deux côtés de la Manche, a des effets inverses en matière de laïcité en France et en Grande-Bretagne. La position « purement laïque » du radicalisme bourgeois français permet aux dirigeants socialistes tentés par un destin gouvernemental de conclure des alliances politiques non seulement sans renoncer au volet laïque de leur programme originel, mais en en réaffirmant la validité (c'est le cas de Briand devenu ministre). Dans le cas britannique, la collaboration avec les libéraux ne peut se faire qu'au prix du renoncement à l'engagement laïque originel (condensé dans

³⁷ *Ibid.*, p. 274-277.

³⁸ Cité par A. L. MORTON, *op. cit.*, p. 296.

l'engagement que les syndicalistes du TUC demandent en 1905 aux candidats *labour* de prendre pour obtenir leur soutien). Il n'était d'ailleurs pas nécessaire de proclamer qu'on renonçait à l'objectif des écoles *secular* : il suffisait d'émousser la pointe de la revendication laïque en donnant au mot *secular* le sens, lui aussi bien attesté dans l'histoire anglaise, on l'a vu, de « non-confessionnel ». C'est ainsi que Ramsay Mc Donald, membre de l'ILP, et secrétaire du *Labour Representation Committee* à sa fondation, donne à son engagement laïque (il figure parmi les fondateurs de la *Secular Education League*) un sens de moins en moins rigoureusement hostile à une certaine forme d'enseignement religieux, à mesure qu'il acquiert la stature du dirigeant d'un futur parti de gouvernement, et qu'il fait siennes les thèses générales de Sidney Webb et des Fabiens.

Il paraît donc peu satisfaisant de comprendre l'histoire du mouvement laïque britannique avant 1914 sans faire entrer en ligne de compte la dimension politique du problème à résoudre. Mais il serait erroné d'affirmer à l'inverse qu'elle est la seule à intervenir. Il est certain que le mouvement ouvrier britannique de cette époque était dans l'ensemble moins éloigné de toute croyance religieuse qu'en France ; la même remarque vaut, plus encore peut-être, pour les instituteurs³⁹. Et même si les Eglises non-conformistes comme l'Eglise anglicane n'avaient pas la même rigidité doctrinale que le catholicisme (ou plutôt, s'ils avaient été contraints plus tôt et plus profondément que le catholicisme à renoncer à la rigidité doctrinale du christianisme « classique »), il est certain que l'autorité morale conservée par les Révérends de toutes confessions ne jouait pas en faveur de la suppression totale de l'instruction religieuse à l'école (sauf exceptions, dont certaines ont été signalées). Néanmoins, on peut affirmer que dans les années qui suivirent la victoire électorale libérale et travailliste de 1906, années cruciales pour l'histoire de la laïcité britannique, ce n'est pas l'influence des Eglises sur le mouvement ouvrier et laïque qui fut en premier lieu responsable de l'abandon de la promesse d'abrogation de la loi Balfour, mais bien le reniement par les libéraux une fois parvenus au pouvoir des engagements qu'ils avaient pris au préalable à son sujet⁴⁰.

C'est dire que la combativité du mouvement laïque anglais, bien plus qu'en France, est liée, à cette étape de son histoire, à la capacité politique d'ensemble du mouvement ouvrier à se construire comme mouvement indépendant des classes dominantes, et à sa détermination à lutter pour exercer le pouvoir, non comme force d'appoint du libéralisme, mais sur la base de son propre programme. Dans l'immédiat avant-guerre, période de fortes mobilisations sociales (le *Great Unrest*) et de montée d'un nouveau radicalisme « rouge », mais aussi période où se confirme la recherche, par une partie importante des responsables du Labour, d'une certaine forme de *respectabilité* (qui implique de se réconcilier avec le sentiment religieux comme avec

³⁹ A la différence des instituteurs français, appartenant à un corps défini comme de statut laïque (bien avant les années 1880), les instituteurs britanniques étaient statutairement, jusqu'en 1870, employés des deux sociétés religieuses scolaires *National society* et *British society* (voir les chapitres 6 et 10). Les premiers instituteurs des *board schools* avaient souvent commencé leur carrière au service des Eglises non-conformistes de la *British society*. Par ailleurs, s'il est vrai que les enseignants britanniques acquièrent le droit syndical bien avant leurs collègues français (fondation de la *National Union of Elementary Teachers* dès 1870, devenue NUT en 1889), le syndicat enseignant syndique à la fois les instituteurs des écoles publiques et ceux des écoles confessionnelles, ce qui bien évidemment contribue décisivement à l'empêcher de se construire à partir de références laïques (« Tried as in a furnace, the NUT and the abolition of the school boards », Robin BETTS, *History of Education*, 1996, N° 25-1, p. 55-71).

⁴⁰ On doit signaler toutefois que l'Eglise catholique apparaît, dans le syndicalisme britannique avant 1914, comme étant la plus en mesure de susciter une résistance interne à la politique *purely secular*. C'est le syndicat des dockers de Liverpool, alors dirigé par le catholique Sexton, qui mène aux congrès annuels du TUC la lutte à contre-courant contre les motions laïques. Défaite une nouvelle fois en 1911, à la suite d'une séance tumultueuse (Sexton cria, rapporte B. Simon qu'« on n'avait pas le droit de prendre les votes des catholiques romains pour leur enfoncer l'éducation laïque dans la gorge », *op. cit.*, p. 277) ; la fraction catholique réussit au congrès de 1912 à faire adopter à une courte majorité (952 000 mandats contre 909 000) une motion disant que, puisque la question avait été tranchée par de nombreux congrès, il était inutile qu'on y revienne désormais.

le sentiment patriotique), la question de l'avenir laïque du socialisme britannique n'est encore tranchée ni dans un sens, ni dans un autre.

2. LA QUESTION DES « WELTLICHE SCHULEN » DANS L'ALLEMAGNE DE GUILLAUME II

2.1. « Segmentation confessionnelle » et instruction religieuse dans le dispositif de fabrication scolaire du consentement à l'autorité sous Guillaume II

Entre 1888, année où le jeune empereur Guillaume II monte sur le trône, et 1914, l'Allemagne connaît, sur le plan éducatif, une importante modernisation. La scolarisation élémentaire, déjà presque générale dans les années 1880, se prolonge avec le recul du travail précoce des enfants ; la professionnalisation du corps des instituteurs (*Volksschullehrer*) s'accroît avec le développement des écoles normales⁴¹, tandis qu'un effort budgétaire certain entraîne une sensible diminution des effectifs des classes⁴² ; l'enseignement secondaire voit s'accroître les mutations amorcées précédemment avec la forte extension des filières modernes et scientifiques, ou la progression des lycées de jeunes filles. Bien que l'enseignement reste l'affaire des *Länder*, et ne concerne pas officiellement le gouvernement du Reich ni son parlement (*Reichtag*), la tendance générale est au développement d'une administration civile qui se substitue de plus en plus aux hiérarchies cléricales dans l'inspection et la gestion des établissements primaires (bien qu'on puisse observer de fortes disparités entre les *Länder*, ou entre villes et campagnes : l'influence du pasteur ou du prêtre sur l'école à classe unique de village reste forte en 1914)⁴³. Par ailleurs, l'Allemagne du tournant du siècle est, sur le plan pédagogique, le lieu d'expériences novatrices et de débats théoriques dont on ne voit guère l'équivalent au même moment dans les trois autres pays ici observés⁴⁴.

Mais cette modernisation s'opère en préservant les grandes orientations traditionnelles de la politique scolaire prussienne, qui s'impose de plus en plus comme norme pour tout l'Empire : strict cloisonnement social entre les deux réseaux scolaires (les établissements payants du

⁴¹ On doit signaler toutefois que l'Eglise catholique apparaît, dans le syndicalisme britannique avant 1914, comme étant la plus en mesure de susciter une résistance interne à la politique *purely secular*. C'est le syndicat des dockers de Liverpool, alors dirigé par le catholique Sexton, qui mène aux congrès annuels du TUC la lutte à contre-courant contre les motions laïques. Défaite une nouvelle fois en 1911, à la suite d'une séance tumultueuse (Sexton cria, rapporte B. Simon qu'« on n'avait pas le droit de prendre les votes des catholiques romains pour leur enfoncer l'éducation laïque dans la gorge », *op. cit.*, p. 277) ; la fraction catholique réussit au congrès de 1912 à faire adopter à une courte majorité (952 000 mandats contre 909 000) une motion disant que, puisque la question avait été tranchée par de nombreux congrès, il était inutile qu'on y revienne désormais.

⁴² Les écoles du peuple comptent en Prusse en 1911 en moyenne un peu plus de 56 élèves par classe. Après avoir crû régulièrement jusqu'au milieu du XIXe siècle (58 élèves par classe en 1822, 89,6 en 1852, maximum relevé par les statistiques officielles), les effectifs diminuent lentement en Prusse (en moyenne 68,5 en 1889, 62,9 en 1901). La dénonciation de la lourdeur des effectifs par la presse des organisations enseignantes, comme par les sociaux-démocrates est assurément fondée ; l'accusation selon laquelle les choses iraient en empirant ne l'est pas (d'après les tableaux publiés par R. BÖLLING, *op. cit.*, p. 10 et 14).

⁴³ Rainer Bölling estime qu'en 1911 près d'un quart des instituteurs des *Volksschulen* étaient encore astreints à un service d'église, pour l'essentiel (90 %) à la campagne. L'inspection scolaire par le clergé, toujours légale, est en net recul en milieu urbain, tant cette pratique « conduit à de fortes réactions anti-cléricales » de la part des instituteurs (*op. cit.*, p. 64). On a vu (chapitres 7, 8 et 11) que depuis la première moitié du XIXe siècle le rejet de l'inspection cléricale, fondée sur l'exigence de n'être inspecté que par des « hommes du métier », est un élément structurant fort de l'identité professionnelle des maîtres des *Volksschulen*, et cela indépendamment de leurs convictions religieuses.

⁴⁴ L'ouvrage de Marius CAUVIN, *Le renouveau pédagogique en Allemagne, 1890-1933* (Paris, Colin, 1970), donne pour un public français un aperçu de ces recherches et de ces débats (bien qu'il reste insuffisant sur un certain nombre de points, en particulier les deux ici abordés : l'enseignement religieux scolaire et l'inculcation du conformisme politique).